RAPPORT TECHNIQUE

SESSION NATIONALE D'INTERPELLATION CITOYENNE

Mardi 05 février 2019, Hôtel Fleur de Lys Almadies – Dakar

THEME : « Quels engagements de financement pour une éducation / formation de qualité, inclusive et accessible à tous ? »

Copyrigth, mars 2019

6039, Sicap Liberté 6 Dakar www.cosydep.org cosydep@gmail.com + 221 33 827 90 89

USAID DU PEUPLE AMERICAIN

ONG-3D Démocratie - Droits Humains - Développement Local

COSYDEP Sénégal

Introduction

Le Sénégal vient d'adopter une nouvelle Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation (LPGS-EF 2018-2030) déclinée en Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence du secteur de l'Education et de la Formation (PAQUET-EF). Ledit programme vient également d'être révisé pour s'ajuster à l'agenda international 2030.

Il est important de noter que ces dernières années, des efforts considérables ont été enregistrés en termes de financement de l'éducation. Les ressources publiques allouées à l'école ne cessent de croître d'année en année. De 3% du PIB en 2000, on est actuellement à plus de 6%. Autrement dit, le Sénégal est passé de 26% du budget de fonctionnement de l'Etat consacrés à l'éducation en 2000 à environ 35% aujourd'hui. Ce qui place le pays dans le cercle des Etats d'Afrique subsaharienne qui investissement plus dans l'Education, puisque la moyenne dans le continent relativement au PIB, est de 4,6%.

Cependant, malgré toutes ces ressources, certaines priorités ne sont toujours pas correctement prises en charge comme le prouve l'instabilité du secteur mais aussi les principales conclusions issues des fora régionaux et auditions publiques des managers de centre de responsabilité.

Le système éducatif sénégalais fait ainsi face à de multiples défis liés, entre autres à :

- ⇒ La scolarisation, dans des conditions très précaires, de beaucoup d'enfants, ce qui ne favorise pas un enseignement de qualité;
- ⇒ La prise en charge des nombreux enfants et jeunes encore exclus du système éducatif ;
- ⇒ Le faible niveau des apprentissages, notamment en lecture et en mathématiques ;
- ⇒ Les taux de redoublement et d'abandon qui restent élevés;
- ⇒ L'encadrement insuffisant des initiatives non formelles et la faible intégration des acteurs qui les portent ;
- ⇒ L'élimination des nombreux facteurs et sources d'inefficience et d'inefficacité dans l'allocation et dans l'utilisation des importantes ressources publiques mobilisées ;
- ⇒ La résolution durable de la difficile équation de l'instabilité chronique du système du fait de perturbations et grèves cycliques d'enseignants et/ou d'élèves/étudiants ;
- ⇒ La mobilisation d'un financement à la hauteur des nouvelles ambitions ;
- ⇒ L'adoption de modes d'allocation, d'utilisation et de gestion plus efficaces et équitables des ressources afin de faire face avec succès aux défis, notamment aux coûts de l'explosion des effectifs d'élèves, d'enseignants et autres personnels ;
- ⇒ La conduite du changement combinant l'impulsion forte d'une gouvernance centrale à la dynamique en profondeur portée par la base qui exige la participation pleine et active des collectivités locales, des communautés et des acteurs de l'établissement.

Ainsi, les besoins du Sénégal en matière d'éducation sont énormes et ne cessent de croître. Ils naissent des nécessités suivantes : le développement du capital humain comme facteur de croissance économique et de progrès social ; la lutte contre l'analphabétisme comme gage du bien être individuel et collectif ; la demande croissante d'éducation résultant de la croissance démographique.

Pour relever ces défis dans un contexte de raréfaction continue de ressources, une des voies qu'il convient d'explorer est la définition et la mise en œuvre d'une politique de financement novatrice qui permette d'orienter et d'utiliser le maximum de ressources en faveur de l'éducation. Une telle politique exige d'aller au-delà des anciennes formes de mobilisation et de gestion de ressources tant publiques que privées.

Elle requiert la mise en place d'un système de répartition des ressources disponibles auprès des différentes sources de financement en fonction d'objectifs vérifiables.
Dans un contexte électoral, il est important de poser le débat autour de la problématique du financement de l'éducation et d'amener les candidats à l'élection présidentielle à décliner leur vision et à prendre des engagements documentés, réalistes et sincères en termes d'orientation du budget et de sources de financement innovant.

Quelles propositions courageuses et innovantes face à des questions relatives entre autres (i) à la participation des communautés dans l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des budgets ; (ii) à la fonction enseignante et au régime indemnitaire ; (iii) au déséquilibre entre le budget de fonctionnement et celui de l'investissement ; (iv) à la prise en charge des 1,5 millions enfants et jeunes hors école. Autant de questions qui perdurent et qui doivent trouver des solutions.

Fidèle à son rôle de veille et de force de proposition, la COSYDEP a initié plusieurs actions sur la question du financement qui ont conduit entre autres (1) à la production d'une étude intitulée « le financement de l'éducation au Sénégal : les réalités du terrain » ; (2) à une recherche action suivie d'un plaidoyer pour la mise en place d'un Fonds National de la Société Civile pour l'Education ; (3) à la mise en route d'une campagne de plaidoyer auprès des collectivités territoriales pour le vote de budget sensible au genre ; (4) à la tenue de plusieurs sessions de réflexion sur la problématique dans le cadre des Semaines Mondiales d'Action pour l'Education « SMAE » et la campagne « Nos Vacances pour l'Ecole», cadre de réflexion prospective pour des actions pertinentes et efficaces durant les vacances scolaires.

De même, la COSYDEP met en œuvre la phase 2 du programme *SunuBudget*, en partenariat avec l'ONG 3D et avec l'appui de l'USAID. Le programme qui cible les régions de Tambacounda, Kédougou, Sédhiou et Kolda ambitionne d'améliorer la participation citoyenne au processus budgétaire et de promouvoir des mécanismes de contrôle citoyen pour des systèmes de budgétisation et de dépenses ouverts, transparents et participatifs.

L'éducation étant un enjeu national majeur pour le développement de notre pays, la COSYDEP a organisé une session nationale d'interpellation citoyenne des candidats à l'élection présidentielle de 2019 le mardi 05 février 2019 à l'hôtel Fleur de Lys Almadies – Dakar.

La session a réuni les représentants des cinq candidats à l'élection présidentielle, une centaine de délégués des différentes familles d'acteurs de la Société civile ainsi que des personnes ressources.

CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mr. Moussa Mbaye Président du Conseil d'Administration de la coalition qui a souhaité la bienvenue aux participants qui se sont tour à tour présentés. Dans son allocution d'ouverture, le PCA est revenu sur quelques éléments de contexte et sur l'objectif de cette session qui était de fournir aux acteurs un cadre d'échange et de partage des programmes des décideurs politiques relatifs au secteur de l'éducation et de la formation. Il s'agissait selon lui, d'amener les candidats à s'approprier les enjeux et priorités du secteur de l'éducation et de la formation et à recueillir leurs engagements de financement pour un système éducatif stable et performant. Mr Mbaye a salué la collaboration avec l'ONG 3D, le Forum Civil et les différents autres partenaires. La séance sera bouclée selon le PCA par la lecture d'un appel formalisé sur la base des principaux points de discussions.

1. INTERPELLATIONS ET DEMANDES DES FAMILLES D'ACTEURS

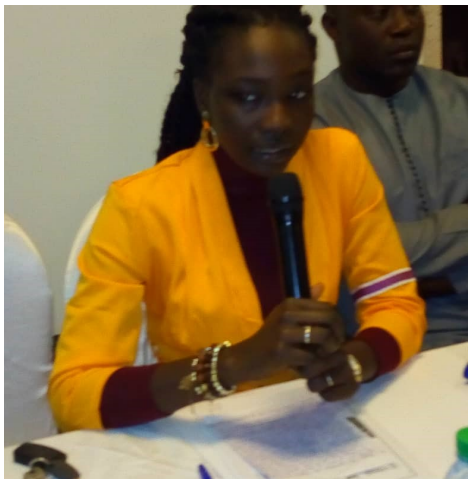
Cette première masse a été modérée par le Coordonnateur national de la COSYDEP Mr Cheikh Mbow. Il a informé sur la méthodologie de la session articulé autour (1) du recueil des interpellations et demandes des 05 familles d'acteurs de la société civile (ONG, Syndicat, APE, Apprenants et Presse) ainsi que celles du public ; (2) des réponses et engagements des différents candidats ; (3) du recueil des messages des initiateurs de la rencontre (COSYDEP, ONG 3D et Forum Civil). Mr Mbow a ensuite présenté les différents représentants de la société civile avant de leur donner tour à tour la parole pour leurs messages et interpellations. Il s'agissait de :

- ONG nationales et internationale.

La représentante des ONG nationales et internationale Mme Nathaly Soumahoro de Action Aid a axé son interpellation autour des questions suivantes :

  - Quelles seraient les systèmes de financements domestiques innovants tirés du contexte national qui garantisse un financement adéquat pour l'éducation et la formation au Sénégal ?
  - Quelle est votre réponse pour assurer une prise en charge effective des enfants hors du système éducatif et améliorer la couverture en matière d'éducation inclusive (enfants à besoin spéciaux) ?
  - Quelles actions pour réduire durablement les inégalités dans l'éducation (références aux zones marginalisées, à la problématique du maintien des filles à l'école)
  - Quelle solution pour la problématique majeure de gouvernance dans le secteur éducatif (transparence, équité, équilibre budgétaire entre fonctionnement et investissements, gestion des ressources humaines) ?

- Apprenant : Mlle Mame Diarra Bousso Gueye, élève en classe de Terminale au lycée Seydina Limamoulaye, a au nom des apprenants remercié la COSYDEP pour cette opportunité qui leur est offerte car dit-elle, la voix des apprenants, principaux acteurs du système éducatif n'est souvent pas prise en compte lors des sessions de concertations et d'échanges. Elle a ensuite interpellé les représentants des candidats autour des points ci-après :



Les millions d'enfants qui ne bénéficient d'aucune forme d'éducation ;
Les mesures à prendre pour une stabilité définitive du système éducatif ;
Les engagements pour le maintien et la réussite des filles à l'école ;
L'amélioration des conditions d'apprentissage des apprenants en lien avec les effectifs pléthoriques, le déficit d'enseignants, le délabrement des établissements scolaires….

- Syndicats d'enseignants : La voix des enseignants a été portée par le Secrétaire Général du SELS/ A Mr. Abdou Faty, par ailleurs membre du CA. Il a interpellé les différents candidats autour des points suivants :
  - ◊ La place des conclusions des Assises Nationales dans les différents programmes et des engagements pour la prise en charge des principales recommandations qui y sont issues ;
  - ◊ Les propositions pour une administration performante, dématérialisée en lien avec les lenteurs notées dans le traitement des dossiers d'avancement et de rappels ;
  - ◊ Les mesures et engagements pour la résorption de la dette de 70 milliards dû aux enseignants et la régularisation de l'ensemble des actes ;
  - ◊ Mr Faty a également interpellé les représentants des candidats autour de l'épineuse question du système de rémunération jugée inéquitable. Selon lui, sans justice sociale il ne peut y avoir de paix et de stabilité dans l'espace éducatif.

- Presse : Mme Adama Diouf Ly du réseau des journalistes actifs en éducation a interpellé les candidats autour de la question suivante : Pour soutenir les journalistes dans leur mission, que prévoit votre programme sur les points ci-dessous ?
  - ◊ Formes de facilitation pour être plus actifs dans le secteur (outils, instrument, …) pour une meilleure maitrise des enjeux dans le secteur
  - ◊ Mécanismes d'exploitation de nos productions
  - ◊ Partage des données sur la politique éducative
  - ◊ Disponibilité des autorités et autres porteurs de dossiers
  - ◊ Disponibilité de l'information notamment financière
  - ◊ Visibilité sur la carte scolaire
  - ◊ Traçabilité du budget
  - ◊ Implication dans les programmes, rencontres et conférences de haut niveau
  - ◊ Disponibilité/ Accessibilité des personnes ressources

- Association de Parent d'Elèves et d'étudiants : s'exprimant au nom du mouvement parental, Mr Abdoulaye Fané de l'Union Nationale des Associations de Parents d'Elèves et d'Etudiants du Sénégal a, avant tout, félicité la COSYDEP pour cette initiative novatrice qui, espère-t-il sera inscrite dans l'agenda électoral national et même local.

Il poursuit en relevant la nécessité et la pertinence de cette interpellation citoyenne qui concerne un secteur essentiel dans l'édification d'une société qui prône l'égalité et offre des possibilités de réussite pour tous. Ces demandes et interpellations ont été axées autour de :

- ◊ La nécessité de considérer le secteur éducatif comme une priorité ;
- ◊ La mise en œuvre des recommandations issues des ANEF ;

- Le respect des engagements pris lors de la rencontre entre le gouvernement et les syndicats le 30 Avril 2018 ;
- La résorption définitive des abris provisoires et la mise en œuvre d'un vaste programme de régularisation des actes de naissance avec l'implication effective des associations nationales de Parents d'Elèves ;
- La nécessité de réformer les textes sur les conseils de gestion des établissements du moyen secondaire pour une meilleure participation des communautés dans la gouvernance des établissements scolaires ;
- La création d'une fondation nationale pour le financement de l'Education ;
- La définition d'une véritable politique de prise en charge des enfants à besoins spéciaux dans le cadre de la promotion de l'Education Inclusive.

2. INTERPELLATIONS DES PARTICIPANTS

A la suite des familles d'acteurs, les participants ont, à leur tour, interpellé les représentants des cinq candidats. La synthèse des différentes interventions a permis de retenir entre autres questions :

- La prise en charge et la protection des enfants scolarisés au niveau des écoles coraniques ainsi que l'introduction de l'enseignement religieux dans le système éducatif ;
- La nécessité pour les futurs dirigeants d'explorer des pistes de financement innovant de l'éducation selon une approche systémique ;
- Les garanties des candidats quant au respect des accords signés entre le Gouvernement et les organisations syndicales d'enseignants ;
- Les enjeux relatifs à l'introduction et à l'utilisation des langues nationales ;
- Les engagements concernant la situation et la mobilité des inspecteurs de l'enseignement ;
- Le financement du sous-secteur de la petite enfance, les engagements pour une généralisation de la préscolarisation et une valorisation des approches communautaires développées par la société civile ;
- La nécessité de rompre avec le modèle d'éducation et de formation existant ;
- La mise sur pied d'une faculté Arabo-islamique et la définition d'une politique de réinsertion des sortants ;
- La problématique de l'enseignement supérieur virtuel et la faiblesse des dépenses en capital
- Le rétablissement de la justice fiscale en lien avec l'alignement de l'indemnité de logement
- La problématique de la marchandisation de l'éducation ;
- L'efficacité et l'efficience des ressources allouées au secteur de l'éducation et de la formation ;
- Les engagements pour une prise en charge correcte des recommandations issues des ANEF ;
- La pertinence d'inscrire cette initiative dans l'agenda électoral national et local ;
- L'urgence pour le Sénégal d'aller vers une ressource humaine de qualité dans les filières gazières et pétrolières

10 QUESTIONS CLES

- ◊ Les candidats sont- ils prêts à suivre la logique de financement utilisée par les bailleurs ?
- ◊ Les candidats prévoient –ils de corriger les injustices notées dans le système de rémunération de la Fonction publique ?
- ◊ Quels engagements et mesures pour une utilisation de nos langues nationales dans le système éducatif?
- ◊ Quels sont pour les candidats les piliers d'une éducation publique de qualité pour tous?
- ◊ Comment et avec quelles ressources les défis liés à la qualité de l'éducation et la prise en charge des 1,5 millions d'enfants hors école seront relevés ?
- ◊ Comment les candidats appréhendent- ils la privatisation/marchandisation de l'éducation ?
- ◊ Quelle part du budget national les candidats comptent-ils mettre dans l'éducation ?
- ◊ Quels sont les mécanismes de mobilisation de ressources additionnelles prévus ?
- ◊ Quels engagements pour une stabilité définitive du système éducatif ?
- ◊ Comment améliorer la cohérence de la gouvernance institutionnelle de l'éducation ?

3. ENGAGEMENTS ET REPONSES DES CANDIDATS

- **COALITION BENNOO BOKK YAKAAR**

A travers son programme intitulé « *Liggéeyal Ellek, le Rendez Vous avec l'avenir* », le président sortant, candidat pour un second mandat s'inscrit dans une dynamique d'école de la réussite, viable, stable et pacifiée assure Mr. Diamé Diouf, représentant de la coalition BBY. Répondant aux différentes interpellations il a d'abord commencé par faire le bilan du régime sortant en notant les efforts en termes de financement et d'accès à l'éducation réalisés depuis 2012. Sur la gestion des ressources humaines et la gouvernance du secteur éducatif, le modèle en cours concerne "une école de la réussite, une école de qualité pour tous où les conditions seront réunies pour l'excellence et les performances". Le président sortant va continuer dans la même lancée en créant les conditions qui permettraient de ne laisser personne en rade.

Concernant les accords signés avec les organisations syndicales d'enseignants, un plan de mise en œuvre consensuel a été défini avec des échéances. Le régime est également ouvert à toute proposition venant des acteurs de l'éducation pour voir comment l'intégrer dans la politique éducative en cours après le 24 février", a-t-il souligné.

MESURES PHARES DU CANDIDAT MACKY SALL

- La finalisation du « Programme zéro abri provisoire » pour offrir aux acteurs de l'Education, élèves comme enseignants, un cadre d'apprentissage approprié
- La poursuite de l'objectif de mise à niveau des effectifs des personnels de l'Education nationale en vue d'atteindre dans les meilleurs délais la scolarisation universelle et revaloriser en même temps la fonction enseignante dans le cadre d'une gestion des carrières automatisée, l'enseignant étant désormais considéré comme un intrant pédagogique
- L'introduction progressive de l'apprentissage de l'anglais et de l'informatique dès les deux dernières années du cycle primaire afin de promouvoir davantage l'inclusion numérique de la Jeunesse, et dès le bas âge.
- La réforme des curricula pour donner plus de place à l'Histoire générale du pays afin de promouvoir davantage la citoyenneté et l'idéal panafricain.
- La lutte contre le décrochage scolaire en promouvant une véritable école de la deuxième chance.
- Le lancement dès 2020, d'un programme national de cantines scolaires, en priorité en milieu rural et dans les centres péri-urbains défavorisés, pour renforcer les bases d'une école pour tous
-
- S'agissant de l'enseignement supérieur, il préconise
- Le renforcement de la carte universitaire avec l'ouverture effective de l'Université Amadou Moctar Mbow de Diamniadio orientée sur les métiers, l'Université du Sine-Saloum El Hadj Ibrahima Niasse, les ISEP de Thiès, Matam, Bignona, Diamniadio et Richard-Toll, les Centres universitaires délocalisés de Kolda et Guéoul ainsi que l'Université du Sénégal Oriental à Tambacounda. Cinquante espaces numériques ouverts (ENO) seront construits sur l'ensemble du territoire national.
- La création de cent nouveaux postes d'enseignants du supérieur sur la période 2019-2024.
- La poursuite du programme « Un étudiant - Un ordinateur » et la finalisation de la construction de 99 laboratoires pour améliorer les conditions d'apprentissage des Sciences, Technologies et Mathématiques.
- La mise à disposition de 10.000 lits additionnels sur l'ensemble des campus universitaires du pays pour renforcer les capacités d'accueil des campus sociaux.

- **COALITION MADICKÉ 2019**

Le représentant de la coalition Madické 2019 Mr. Ibrahima Diassé a informé sur les orientations de leur programme "Jaam Ak Xéweul" adossé au tryptique justice, équité et travail et qui répond à plusieurs interpellations des acteurs. Selon lui, l'éducation est au centre de ce programme qui va apporter des solutions alternatives qui viendront à bout des problèmes structurels qui minent le système depuis des années. Et pour cela, les conclusions des Assises de l'éducation et de la formation, produit d'une large concertation seront mises à profit.

Dans le domaine de la protection de l'enfance, Ibrahima Diassé annonce que le candidat Madické va créer un ministère des Affaires religieuses pour "une restauration des valeurs". De ce fait, "on ne parlera plus de modernisation des daaras mais d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national par souci d'équité". Les réformes mises en œuvre par l'actuel gouvernement ne répondent pas aux attentes des populations cibles.

Pour ce qui est du financement du secteur, la rationalisation des ressources publiques par la suppression de certaines institutions comme le Haut conseil des collectivités territoriales et le Conseil économique, social et environnemental permettra de payer l'intégralité de la dette due aux enseignants.

MESURES PHARES DU CANDIDAT MADICKE NIANG

- ◊ La proposition d'une nouvelle loi d'orientation qui prend en charge entre autres, l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques ainsi que l'enseignement des langues Nationales ;
- ◊ Le financement de l'entreprenariat des jeunes à des taux bonifiés à partir d'une bonne exploitation des fonds tirés de l'exploitation du pétrole ;
- ◊ La dotation budgétaire exceptionnelle pour le sous-secteur de la formation professionnelles pour une employabilité des jeunes diplômés ainsi que les déscolarisés ;
- ◊ Le retour des 40.000 étudiants orientés dans le supérieur privé dans les amphithéâtres des universités publiques ;
- ◊ Le rétablissement de la généralisation des bourses et aides à l'université avec un traitement spécial pour les filières scientifiques et techniques et leur paiement à bonne date ;
- ◊ La conception avec les agents de l'administration notamment les enseignants des conditions d'un retour à la stabilité sociale ;
- ◊ L'accompagnement des daaras par une subvention consistante en vue du retrait définitif des apprenants du coran de la rue

- **COALITION IDY 2019**

Cette coalition a été représentée par Mr. Abdourakhmane Diouf, membre du directoire de campagne qui a informé sur la priorité donnée à l'éducation, dans leur projet de société dénommé «Sénégal gagnant" à travers la déclinaison chiffrée "1-3-15-45". Il poursuit en précisant que le 15 englobe les visions programmatiques dont l'une est dénommée "le Sénégal instruit". Cette vision comporte trois déclinaisons thématiques : l'éducation nationale, la petite enfance et l'enseignement supérieur. Le programme prend en compte l'ensemble du cursus scolaire et académique au Sénégal, de la maternelle au doctorat, pour "une meilleure fluidité entre les différents stades du cursus scolaire. Selon Mr Diouf, l'autre ligne directrice de ce programme est de faire de l'enseignant le socle du système. Pour le sous-secteur de la petite enfance, il a estimé qu'il faut semer la graine et l'entretenir. Afin de permettre aux enfants de parents défavorisés et des zones rurales de jouir de ce droit, des mesures seront prises pour une universalisation de l'accès à l'enseignement maternel et de manière graduelle. Les enfants hors du système éducatif ainsi que les enfants en situation de handicap seront également pris en charge. Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, une situation intermédiaire qui propose des formations professionnelles pures aux bacheliers mais également aux non bacheliers seront faites.

ENGAGEMENTS DU CANDIDAT IDRISSA SECK

- ◊ Mettre en place un Conseil Supérieur de l'Éducation nationale et moderniser, après concertation nationale, tout le système éducatif ;
- ◊ Mettre en place une allocation d'éducation de l'enfant handicapé qui sera une prestation familiale destinée à compenser les frais d'éducation et de soins apportés à un enfant handicapé par ses parents ;
- ◊ Construire des écoles, collèges et lycées franco-arabes publics dans toutes les régions pour répondre à la forte demande des populations et accroitre les structures d'accueil des centres d'alphabétisation qui prennent en charge la formation des jeunes non scolarisés ou déscolarisés précoces et les adultes analphabètes ;
- ◊ Introduire et maintenir les langues nationales dans chaque cycle ;
- ◊ Porter le taux d'accès à la formation technique et professionnelle qui est actuellement de 5% à 40% à l'horizon 2024 et promouvoir l'insertion des jeunes issus du système de FPT ;
- ◊ Encourager et réguler le développement des initiatives privées dans le supérieur ;
- ◊ Résorber le passif de dettes dues aux enseignants du Sénégal dans un délai de deux ans et entamer les négociations pour une satisfaction complète de leurs revendications, afin d'assurer un climat social apaisé, propice à des années scolaires sans grève au Sénégal ;
- ◊ Engagements de financement du secteur de l'éducation et de la formation : 497,5 milliards par an ; 2314,3 milliards tous les 05 ans ; 15% de budget additionnel
- ◊ Sources et montants des ressources additionnelles pour le financement des programmes : Economies budgétaires (111,302 milliards) ; Hausse régulière des recettes fiscales (200 milliards) ; Renforcement contrôle fiscal (72,4 milliards) ; Suppression exonérations (177 milliards) ; Elargissement assiette fiscale (150,1 milliards) ; Redevances domaniales industries extractives (300 milliards) ; Pétrole et gaz (à partir de 2021) (1000 milliards) ; Agro-business (100 milliards) ; Télécoms (240 milliards) ; Emprunts & dons (524,314 milliards)

COALITION SONKO PRÉSIDENT

Mr Madièye Mbodj, membre du directoire de campagne a dès l'entame de ses propos informé sur la vision du président Sonko déclinée à travers leur programme. Il a informé de la nécessité pour leur coalition de s'engager vers un modèle éducatif adapté aux réalités nationales et besoins du marché de l'emploi. Mr Mbodj a décliné les propositions faites par sa formation politique pour une éducation de qualité et accessible à tous. Pour la coalition "Sonko Président", le Sénégal doit d'abord miser sur la richesse de ses ressources humaines, ce qui fait que l'éducation reste "un secteur stratégique qu'il faut davantage appuyer". Dans ce cadre l'ensemble des accords, conclusions et recommandations faits depuis les Etats généraux de l'Education seront recensés, analysés en vue de la définition d'un plan d'action concerté pour l'école Sénégalaise.

Mr Mbodj poursuit en précisant que le financement de l'éducation ne se limite pas à la taille mais surtout à l'efficience et à l'efficacité de l'utilisation des ressources. Pour assurer un financement durable de l'éducation, son candidat prévoit une fois élu, de supprimer, des institutions comme le Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT), le Conseil économique social et environnemental (CESE) et d'autres "structures budgétivores inutiles pour le pays", pour des économies de 15 milliards de francs CFA. Les ressources naturelles comme le pétrole et le gaz seront mis à profit pour le financement du secteur de l'éducation. Toujours sur la problématique du financement, la coalition avance la possibilité d'élargir l'assiette fiscale et de mobiliser des ressources supplémentaires tout en insistant sur la nécessité d'une gestion efficace et transparente avec en ligne de mire le principe de la reddition des comptes.

L'introduction des langues nationales, la question des enfants scolarisables hors système, l'organisation de l'enseignement religieux et l'alphabétisation universelle demeurent également des défis majeurs qui seront pris en charge par le président Sonko une fois élu.

ENGAGEMENTS DU CANDIDAT OUSMANE SONKO

- Instauration d'un pacte social national pour une stabilité de l'espace scolaire et une gestion participative et démocratique ;
- Mise en place d'un fonds patriote pour l'éducation avec la contribution de la Diaspora et des entreprises privées à travers la promotion de la Responsabilité Sociale des Entreprises ;
- Introduction et régularisation de l'enseignement religieux dans le système éducatif
- Résorption de la dette due aux enseignants et revalorisation du statut de l'enseignant ;
- Elargissement d'au moins 14% de l'assiette fiscale pour un financement durable du secteur ;
- Reprofilage des curricula de la formation dans le numérique et mise en place de nouveaux parcours pédagogiques et d'apprentissage conformes aux besoins du secteur du numérique ;
- Accord-cadre entre l'Etat et les entreprises de services numériques (ESN) pour la mise en place effective de la formation perpétuelle et alternée dans le domaine du numérique ;
- Mise en place d'une fondation du numérique pour accompagner l'Etat et les acteurs du numérique dans la mise en application des résultats de recherches et d'innovations technologique

PARTI POUR l'UNITE ET LE RASSEMBLEMENT

Mr. Mbacké Guèye, membre du "Pencumm PUR", cadre de réflexion et d'initiatives du directoire de campagne de cette formation a précisé que le candidat du Parti pour l'unité et le rassemblement (PUR), El Hadj Sall dit El Hadj Issa Sall, compte s'atteler, une fois élu à la magistrature suprême, à "régler les problèmes des enseignants en les mettant dans d'excellentes conditions de travail". La vision de leur programme +PUR 100+ informe-t-il, est essentiellement axée sur l'Homme, d'abord comme ressource à capaciter à travers l'éducation et la formation (surtout citoyenne), ensuite comme acteur pour impulser le développement et enfin comme bénéficiaire de ce développement.

Son parti s'engage à aller dans le sens de ''donner plus de valeur aux métiers de l'enseignement, placés au cœur du développement''. Toutefois, pour les enseignants de la maternelle au primaire, le PUR exigera une formation professionnelle et disciplinaire de deux ans ou l'équivalent après le Baccalauréat. Pour les enseignants du secondaire, la même formation de deux ans sera requise après la licence.
Il poursuit en soulignant qu'en tant qu'enseignant, promoteur d'une université, le candidat El Hadj Issa Sall, accorde une super priorité à l'éducation avec comme points essentiels (1) l'amélioration de la qualité des enseignements apprentissages, (2) l'identification et la résorption des abris provisoires, (3) l'inclusion de l'enseignement des daaras traditionnels dans le système éducatif pour enrayer définitivement le phénomène des enfants de la rue, (4) la régularisation des établissements privés, (5) la scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, (6) la valorisation de la formation professionnelle.

ENGAGEMENTS DU CANDIDAT ISSA SALL

- Identifier le nombre d'abris provisoires sur le territoire national et les remplacer graduellement par des classes bâties (selon le nombre d'enfants) dans l'objectif de les supprimer à l'horizon 2020-2021
- Intégrer l'apprentissage du numérique à l'école dès l'élémentaire
- Inclure l'enseignement des « Daaras » traditionnels dans le système éducatif pour enrayer définitivement le phénomène des enfants de la rue
- Mettre en place une politique ambitieuse pour intégrer les langues nationales dans notre système éducatif. En tant que vecteurs culturels, les langues nationales sont aussi un instrument de communication pour les sciences et la culture
- Mettre en avant le concept de « sport-étude » dans les programmes pédagogiques
- Eliminer les séries pour avoir un seul Baccalauréat
- Eliminer les Brevets Techniques Supérieurs (BTS) et professionnaliser les licences afin de permettre aux étudiants d'être opérationnels
- Mettre en place un programme d'immersion professionnelle dans tous les domaines afin de permettre aux jeunes d'être aussitôt opérationnels à la sortie de leur formation
- Donner plus de valeur au métier d'enseignant en créant les meilleures conditions pour son exercice mais aussi en motivant les meilleurs de chaque promotion. L'enseignant est censé être un guide de la moralité dans la société
- Revaloriser la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF anciennement appelée école normale) à l'image de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)
- Favoriser un partenariat public-privé, entre les universités, organismes de recherches et les entreprises pour construire une formation en adéquation avec les opportunités économiques
- Absorber le stock important de « docteurs chômeurs » : pendant 5 années successives et recruter tous les titulaires de doctorat qui n'ont pas de poste dans les universités et les affecter dans les lycées avec un salaire d'assistant universitaire.
- Développer des incubateurs de startups avec le concours des collectivités territoriales
- Exiger un transfert des technologies à toute entreprise étrangère souhaitant s'installer au Sénégal

De Mame Fatou Sy sur Facebook :
#PARLONS_PROGRAMME : Éducation / Formation Professionnelle...

Ce qui suit va peut-être vous plaire. J'espère seulement que ce ne sont pas que simples promesses électorales qui seront rangées aux oubliettes, juste derrière.

Presque tous les candidats (#PUR, #IDY2019 et #SonkoPrésident essentiellement) se rejoignent sur ces points :

1. Insertion des langues nationales dans tous les cycles
2. Réconciliation d'avec notre propre Histoire et introduction de l'enseignement de nos érudits nationaux pour mieux adapter l'éducation à notre culture, nos valeurs et nos traditions
3. Régularisation/modernisation des daaras pour ainsi éradiquer définitivement la #mendicité (l'exploitation) des enfants
4. Suppression des abris provisoires
5. Accessibilité des personnes vivant avec un #handicap aux infrastructures scolaires
6. Limiter l'effectif des élèves à 30 par classe : J'aimerais bien comprendre d'où vient ce nombre (30), il est dans tous les programmes... (?!)
7. Exiger un transfert des technologies après réforme sérieuse de l'enseignement supérieur
8. Formation de qualité et amélioration des conditions de travail des formateurs

Entre autres...

4. MESSAGES DES STRUCTURES ORGANISATRICES

Modéré par le directeur exécutif de l'ONG 3D, cette session a enregistré les messages du forum civil, de la COSYDEP et de l'ONG 3D.

- **Mr Birahim Seck, Coordonnateur Général du Forum Civil.** Mr Seck a avant tout salué l'initiative de la COSYDEP qui a bien voulu l'associer à cet important exercice de gouvernance. L'unique message qu'il a adressé aux candidats porte sur le respect de la parole donnée face à l'exigence des citoyens. Il les a appelé à s'inscrire dans la bonne gouvernance en privilégiant la transparence dans la gestion des ressources publiques.

- **Mr Moussa Mbaye, Président Conseil D'administration de la COSYDEP**. Dans son message le PCA de la coalition a mis l'accent autour des principaux défis suivants :
  - Le financement durable et innovant du secteur, avec une prise en compte de pistes identifiées par la société civile à travers un document de positionnement élaboré lors de la conférence de reconstitution des ressources du PME en février 2018 ;
  - Les efforts considérables de financement notés mais sans résultats ;
  - La question de la transparence dans la gestion des ressources allouées au secteur à toutes les échelles ;
  - La prise en charge des enfants / jeunes hors des structures éducatives ;
  - La nécessité de responsabiliser davantage les communautés dans la gouvernance locale du secteur ;
  - La prise de décisions courageuses face à la question du système de rémunération des agents de l'Etat.

- **Mr Moundiaye Cissé, Directeur exécutif ONG 3D.** Il a avant tout magnifié le partenariat avec la coalition dans le cadre du programme *Sunubudget* et exprimé toute la satisfaction de l'ONG 3D. La société civile poursuit-il est appelé à développer une complémentarité afin d'être mieux écouter. C'est en ce sens que s'inscrit cette initiative qui va se poursuivre avec d'autres secteurs tel que la santé, l'eau, l'assainissement et l'agriculture. Selon Mr Cissé, ces cadres permettent de poser le débat autour des enjeux et défis des secteurs concernés avec les candidats et de poursuivre la réflexion autour des politiques publiques. Il a pour finir informé des différentes initiatives de la société civile dans le cadre de ces élections présidentielles et remercié l'ensemble des représentants des candidats qui ont bien voulu se prêter à l'exercice.

5. LECTURE ET REMISE DE L'APPEL DE LA SOCIETE CIVILE

La lecture de l'appel de la société civile a été faite par Mr Abdou Diao, personne ressource de la coalition.

Nous, membres des Organisations de la Société civile composée de représentants d'ONG, de syndicats d'enseignants, d'acteurs de la Presse, d'apprenants, d'Associations de Parents d'élèves et d'étudiants, réunis le mardi 5 février 2019 à Dakar, en présence de partenaires techniques, financiers et sociaux.

Remercions très chaleureusement les candidats à l'élection présidentielle de 2019 pour avoir accepté de participer à la session d'échanges sur les enjeux et priorités de l'éducation et de la formation au Sénégal ;

Considérons la Constitution du Sénégal qui dispose, en son Article 21, que « l'Etat et les collectivités publiques créent les conditions préalables et les institutions publiques qui garantissent l'éducation des enfants. »

Rappelons les engagements de l'Etat du Sénégal à travers, d'une part, l'Agenda 2063 de l'UA qui retient entre autres principes directeurs : (i) la mobilisation d'un capital humain compétent, (ii) une éducation holistique, inclusive et équitable, (iii) un apprentissage continu tout au long de la vie et, d'autre part, l'Agenda 2030 des Nations Unies retenant pour le secteur de l'Education, l'ODD4 pour « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

Reconnaissons que le Sénégal consacre en moyenne 6% de son PIB et environ 23,7% des dépenses de son budget à l'éducation ;

Saluons ainsi les efforts consentis par le Sénégal et ses partenaires ces dernières années et estimons que les progrès enregistrés dans le secteur de l'éducation et de la formation confortent la conviction que les défis majeurs du système éducatif ne sont pas une fatalité et peuvent, par conséquent être relevés avec l'engagement de tous et par des investissements conséquents et pertinents, gérés de façon équitable et efficace.

Constatons cependant, (i) une répartition inéquitable des ressources défavorisant notamment le développement intégré de la petite enfance (les ressources allouées n'ont jamais atteint 1%) et l'éducation de Base des jeunes et des adultes (moins de 1% du budget de fonctionnement du secteur alors que les engagements de Bamako recommandaient au moins 3%); (ii) l'existence de besoins essentiels non satisfaits, entrainant la démotivation des enseignants, la frustration des parents d'élèves, l'instabilité chronique du système éducatif, l'exclusion et l'abandon de beaucoup d'adultes et d'enfant surtout les plus vulnérables (plus de 1 500 000 hors structures éducatives selon des études de l'UNICEF, COSYDEP et USAID).

Convaincus que la responsabilité première de la formulation et de la mise en œuvre des politiques de développement incombe à l'Etat, à travers le Gouvernement,

Appelons les candidats à l'élection présidentielle de février 2019 à s'engager pour, qu'une fois au pouvoir, soient prises en compte les demandes suivantes :

- ⇒ Etant donné les larges concertations ayant abouti aux conclusions des Assises Nationales pour l'éducation et la Formation, souhaitons un engagement ferme sur sa mise en œuvre effective et invitons les Pouvoirs publics à mobiliser les compétences requises et rendre fonctionnel le Comité de suivi ;

- ⇒ Rendre effective la décentralisation du système éducatif, y compris au niveau du financement, en insistant sur une gouvernance concertée de l'éducation et de la formation dans les communes et départements et en veillant à la transparence dans la gestion ;

- ⇒ Valoriser et harmoniser les diverses offres éducatives pour réaliser le profil de sénégalais que nous voulons ;

- ⇒ Réussir le financement à dominante endogène du système éducatif ;

- ⇒ Valoriser la fonction enseignante par l'appui à l'accès au logement et à des centrales d'achat pour améliorer leurs conditions de vie ;

- ⇒ Créer une taxe spéciale dédiée à l'éducation sur les ressources minières et gazières ;

- ⇒ Corriger les insuffisances dans le financement des sous-secteurs négligés comme la Petite Enfance, l'Alphabétisation et les Daaras ;

- ⇒ Se doter d'un système d'allocation qui oriente l'essentiel des ressources pour une meilleure prise en charge des cibles vulnérables (filles, porteurs de handicap, pauvres etc) ;

- ⇒ Prendre des mesures énergiques pour créer les conditions requises par l'édification de « l'école de la réussite » telle que définie par les ANEF (réforme des finalités de l'école, mise à niveau de l'environnement des apprentissages, qualification professionnelle des enseignants, effectivité de l'obligation scolaire par la mise en place d'un cycle fondamental de 10 ans intégrant l'éducation religieuse et les langues nationales);

- ⇒ Veiller à ce que le principe de l'égalité des chances en matière d'éducation et de formation se traduise pleinement dans les faits en termes de suppression de tous les obstacles à une éducation publique de qualité, inclusive et accessible à tous notamment aux groupes les plus vulnérables ;

- ⇒ Restituer à l'offre publique d'éducation son lustre d'antan face à la marchandisation de l'éducation ;

- ⇒ Prendre des mesures concrètes pour que les établissements scolaires offrent à tous les apprenants les mêmes possibilités d'accès à l'éducation en fonction de leurs capacités, mais également veiller à ce que les élèves reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour réussir une fois scolarisés et qualifiés ;

- ⇒ Faire en sorte que les enseignants et les éducateurs soient recrutés de manière adéquate, reçoivent une formation citoyenne et une qualification professionnelle satisfaisante, et soient rémunérés de façon équitable au sein d'un système géré de manière holistique, efficace et doté de ressources suffisantes ;

⇒ Instaurer un dialogue constructif et permanent entre les parties prenantes du secteur afin d'assurer la paix dans l'espace scolaire et la continuité des apprentissages ;

⇒ Développer un mécanisme efficace d'écoute et d'analyse des alertes et propositions venant des organisations citoyennes en vue de prévenir les conflits;

Renouvelons notre disponibilité pour une collaboration franche et une coopération exemplaire avec tous les acteurs et partenaires de l'éducation et de la formation.

LIENS UTILES

* http://www.sudonline.sn/les-candidats-a-la-presidentielle-se-devoilent_a_42799.html
* https://www.youtube.com/watch?v=7P8uHUKInWI
* https://www.youtube.com/watch?v=Lw34-TGZMRk
* https://www.lequotidien.sn/systeme-educatif-societe-civile-et-candidats-a-la-presidentielle-sur-les-engagements-de-financement-les-acteurs-veulent-des-garanties-pour-les-engagements-pris/
* http://www.aps.sn/actualites/societe/education/article/madicke-2019-pret-a-apporter-des-solutions-alternatives
* http://www.aps.sn/actualites/societe/education/article/le-president-sortant-dans-une-dynamique-d-ecole-de-la-reussite-representant
* http://www.aps.sn/actualites/societe/education/article/idy-2019-preconise-un-conseil-superieur-de-l-education
* https://www.laviesenegalaise.com/presidentielle-du-24-fevrier-les-cinq-candidats-interpelles-sur-leur-programme-educatif
* http://apanews.net/news/presidentielle-senegalaise-les-acteurs-de-leducation-interpellent-les-candidats
* http://aps.sn/actualites/agenda/article/session-d-interpellation-des-candidats-sur-l-education-mardi